

TENDANCES



Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans l'agriculture



Au Kenya, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre agricole. Bien qu'elles fournissent la plus grande part de travail, elles luttent pour vivre de l'agriculture. Les obstacles liés au genre, tels que l'accès limité à la terre et au matériel agricole, ainsi que le manque d'opportunités d'apprentissage des nouvelles techniques agricoles et la difficulté à acheminer les cultures vers les marchés, maintiennent les revenus à des niveaux peu élevés. Selon une étude de la Banque mondiale, parmi les agriculteurs les plus pauvres, les femmes ne gagnent toujours que la moitié du salaire de leurs homologues masculins.

Pour répondre à ce problème, la JICA, avec le ministère kényan de l'Agriculture, lance un projet en septembre 2014 pour améliorer les moyens de subsis-

Des efforts sont déployés pour promouvoir une gestion égalitaire de l'agriculture entre les hommes et les femmes.

tance des agriculteurs en encourageant l'égalité des sexes dans l'agriculture.

Le nouveau projet se concentre sur l'égalité des sexes et cherche à renforcer le rôle des femmes dans l'agriculture. Cela devrait améliorer la gestion et la rentabilité agricoles, et accroître les moyens de subsistance. Des expériences menées partout dans le monde ont montré qu'une participation active des femmes à la gestion agricole permet de renforcer l'efficacité et l'efficacité de la performance économique grâce à une utilisation adaptée des intrants agricoles et l'intégration des connaissances et de l'expérience accumulées par les femmes. L'autonomisation économique des femmes et la gestion égalitaire de l'agriculture par les deux sexes participent également au bien-être de la famille.

La JICA espère que les résultats de ce nouveau projet permettront de stimuler ses efforts d'intégration de la perspective de genre à ses autres activités pour le développement agricole sur le continent africain.



Améliorer l'éducation alimentaire et nutritionnelle au Ghana



Au Ghana, les effets de la malnutrition sur le développement des enfants sont devenus préoccupants. La JICA, dans le cadre de son aide au gouvernement pour la création d'un plan d'action, a organisé du 16 au 26 juin des sessions de formation qui ont réuni des membres des ministères du gouvernement ghanéen, une commission et des représentants d'ONG ainsi que d'autres organisations japonaises participant aux efforts d'amélioration de l'alimentation.

Au Japon, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, appelée « *shokuiku* », est offerte à toutes les couches de la population par les organisations du public comme du privé. Le programme de formation financé par la JICA a pour ambition d'appliquer les connaissances du *shokuiku* japonais pour aider le Ghana à mettre en œuvre des politiques nutritionnelles efficaces. Les participants se sont familiarisés avec les efforts

Les participants ont rendu visite à un poids lourd de l'industrie alimentaire japonaise qui produit un supplément pour améliorer l'équilibre nutritionnel des aliments de sevrage au Ghana.

d'amélioration de l'alimentation entrepris au Japon et les programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle menés par le gouvernement japonais.

Dans le cadre du projet, les participants ont visité l'Université Keisen, qui prévoit un cours obligatoire d'horticulture intitulé « Une ferme pour apprendre ». Les participants ont pu acquérir une expérience pratique de l'agriculture biologique dans les installations agricoles de l'école. L'un des participants a noté : « Le fait de participer à l'ensemble du processus agricole, de la semence à la consommation des produits cultivés, permet à ceux qui en font l'expérience de renouveler complètement leur regard sur ce qu'ils mangent ». Les participants ont également visité les locaux d'un grand fabricant de produits alimentaires et de boissons, des autorités sanitaires locales et de l'Association japonaise de diététique afin d'avoir une compréhension plus approfondie du domaine.

La JICA envisage l'intégration de programmes de nutrition à ses actions pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile au Ghana.



Réunion des parties prenantes à un accord de paix à Hiroshima



Le 27 mars 2014, un accord de paix a mis fin à 40 années de conflit entre le gouvernement philippin et le Front moro islamique de libération (FMIL) sur l'île de Mindanao, au sud des Philippines. La JICA, qui a soutenu le processus de paix, a organisé le séminaire pour la consolidation de la paix à Mindanao, du 23 au 25 juin, à Hiroshima. Le séminaire a réuni les différentes parties prenantes pour discuter des problèmes et des mesures à prendre vers l'instauration d'un gouvernement autonome du Bangsamoro. Ils ont adopté la déclaration d'Hiroshima, qui comprend une clause sur la gouvernance intégrant la dimension de genre pour offrir des opportunités aux femmes.

Co-organisé par la JICA et l'Université de Sains Malaysia, le séminaire a été une plateforme de dialogue

Le président des Philippines, M. Aquino (à gauche), et le président Murad lors du séminaire pour la consolidation de la paix à Mindanao.

intégrant l'ensemble des acteurs du processus de paix. C'était la première fois qu'il était organisé au Japon.

À cette occasion, le président philippin Benigno Simeon C. Aquino III a exprimé sa gratitude pour la médiation de la communauté internationale. Ensuite, le président Aquino a chaleureusement serré la main du président du FMIL, Al-Hajj Murad Ebrahim, ainsi que du négociateur en chef, Mohagher Iqbal. Avant l'accord de paix, la JICA apportait depuis 2003 une aide dans la région, notamment pour l'amélioration des petites infrastructures et la réduction de la pauvreté.

Depuis 2013, la JICA soutient le tout nouveau gouvernement du Bangsamoro pour la création de systèmes et d'institutions, le développement des ressources humaines et l'élaboration de plans de développement régional. La JICA continue de s'impliquer activement dans la promotion de la paix à Mindanao.